

**Art. 2** - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen tritt am 1. Juli 2003 in Kraft.

Brüssel, am 7. Juni 2004, in sechs Urschriften, in deutscher, niederländischer und französischer Sprache.

Für den Föderalstaat:

Der Vizepremierminister und Minister für Auswärtige Angelegenheiten,  
L. MICHEL

Für die Flämische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung  
B. SOMERS

Der Minister für Wirtschaft, Außenpolitik und E-Government  
P. CEYSENS

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident der Regierung der Französischen Gemeinschaft, zuständig für internationale Beziehungen  
H. HASQUIN

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
und Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport  
K.-H. LAMBERTZ

Für die Flämische Region:

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung  
B. SOMERS

Der Minister für Wirtschaft, Außenpolitik und E-Government  
P. CEYSENS

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung, zuständig für internationale Beziehungen  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt  
J. SIMONET

Der Minister für Finanzen, Haushalt, Öffentlichen Dienst und Außenbeziehungen  
G. VANHENGEL

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 802

[2010/201036]

#### 4 FEVRIER 2010. — Décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant des dispositions diverses en matière de politique de l'eau (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose la Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation.

##### CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

**Art. 2.** A l'article D.2 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, est inséré un 27<sup>o</sup>bis libellé de la manière suivante :

"27<sup>o</sup>bis : "digue" : tout remblai insubmersible, aménagé le long d'un cours d'eau ou à l'intérieur des terres afin de retenir les crues du cours d'eau;"

A l'article D.2, 33<sup>o</sup>, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau sont insérés entre les mots "d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne" et les mots "ainsi que les eaux fournies aux établissements alimentaires", les mots "ou fournies en bouteilles ou en conteneurs lorsqu'elles sont destinées à être utilisées à des fins non commerciales".

Au même article D.2, est inséré un 54<sup>o</sup>bis libellé de la manière suivante :

"54<sup>o</sup>bis "inondation" : submersion temporaire par l'eau de terres qui ne sont pas submergées en temps normal, à l'exclusion des inondations dues aux réseaux d'égouts;"

Au même article D.2, est inséré un 71<sup>o</sup>bis libellé de la manière suivante :

"71<sup>o</sup>bis "risque d'inondation" : la combinaison de la probabilité d'une inondation et des conséquences négatives potentielles pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique associées à une inondation".

**Art. 3.** A l'article D.11 du même Livre, les termes "5, 6, 16 à 19, 22 à 24, 26 à 30, 160 et 168" sont remplacés par les termes "D.5, D.6, D.16 à D.19, D.22 à D.24, D.26 à D.30, D.53-2 à D.53-11, D.160 et D.168".

**Art. 4.** L'article D.12, § 2, est complété comme suit :

", ainsi que par la Directive 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation en vue d'élaborer un plan de gestion des risques d'inondation international unique ou un ensemble de plans de gestion des risques d'inondation coordonnés au niveau du district hydrographique international."

**Art. 5.** L'intitulé du Chapitre V du Titre V, Partie II, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par la disposition suivante :

*"Chapitre V. — Dispositions relatives à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation".*

**Art. 6.** L'article D.53 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par les dispositions suivantes :

*"Section 1<sup>re</sup> — Objet*

Article D.53-1. Le présent chapitre a pour objet d'établir un cadre pour l'évaluation et la gestion des risques d'inondation, qui vise à réduire les conséquences négatives pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique associées aux inondations.

Chaque bassin hydrographique wallon est considéré comme une zone pour laquelle des risques potentiels importants d'inondation existent ou dont la matérialisation peut être considérée comme probable.

*Section 2. — Cartes des zones soumises à l'aléa d'inondation et cartes du risque de dommages dus aux inondations*

Article 53-2. § 1<sup>er</sup>. L'autorité de bassin visée à l'article D.11, § 2, arrête, à l'échelon de chaque bassin hydrographique wallon, une carte des zones soumises à l'aléa d'inondation et une carte du risque de dommages dus aux inondations, à l'échelle la plus appropriée, pour le 22 décembre 2013 au plus tard.

§ 2. L'élaboration de cartes des zones soumises à l'aléa d'inondation et de cartes du risque de dommages dus aux inondations pour les zones communes à la Région wallonne et à un Etat ou Région limitrophe répertoriées conformément à l'article 5 de la Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, fait l'objet d'un échange d'informations préalable avec les autorités compétentes des Etats et Régions concernés.

§ 3. Les cartes des zones soumises à l'aléa d'inondation couvrent les zones géographiques susceptibles d'être inondées selon les scénarios suivants :

- a) crue de faible probabilité ou scénarios d'événements extrêmes;
- b) crue de probabilité moyenne (période de retour probable supérieure ou égale à cent ans);
- c) crue de forte probabilité, le cas échéant.

§ 4. Pour chaque scénario visé au § 3, les éléments suivants doivent apparaître :

- a) l'étendue de l'inondation;
- b) les hauteurs d'eau ou le niveau d'eau, selon le cas;
- c) le cas échéant, la vitesse du courant ou le débit de crue correspondant.

§ 5. Les cartes du risque de dommages dus aux inondations montrent les conséquences négatives potentielles associées aux inondations dans les scénarios visés au § 3, et exprimées au moyen des paramètres suivants :

- a) le nombre indicatif d'habitants potentiellement touchés;
- b) les types d'activités économiques dans la zone potentiellement touchée;
- c) les installations visées au point 1.1 à 1.6.8 de l'annexe 1<sup>re</sup> de la partie décrétable du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, qui sont susceptibles de provoquer une pollution accidentelle en cas d'inondation, et les zones protégées potentiellement touchées suivantes :

1° les zones désignées pour le captage d'eau de surface potabilisable en application de l'article D.156 et les zones de prévention et de surveillance déterminées pour le captage d'eau souterraine ou de surface potabilisable en application des articles D.172 et D.175;

2° les masses d'eau désignées en tant qu'eaux de plaisance, y compris les zones de baignade désignées en vertu de l'article D.156;

3° les zones désignées comme zone de protection des habitats et des espèces et où le maintien ou l'amélioration de l'état des eaux constitue un facteur important de cette protection, notamment les sites Natura 2000;

d) les autres informations que l'autorité de bassin juge utiles, telles que l'indication des zones où peuvent se produire des inondations charriant un volume important de sédiments ou des débris, et des informations sur d'autres sources importantes de pollution.

§ 6. Pour les zones où les inondations sont dues aux eaux souterraines, l'élaboration de cartes des zones soumises à l'aléa d'inondation est limitée au scénario visé au paragraphe 3, point a).

§ 7. Dans les trois mois à dater du jour où elles ont été arrêtées ou mises à jour, l'autorité de bassin communique des copies des cartes des zones soumises à l'aléa d'inondation et les cartes du risque de dommages dus aux inondations et de leurs mises à jour à la Commission européenne et aux autres Etats membres et Régions concernés.

§ 8. Les cartes des zones soumises à l'aléa d'inondation et les cartes du risque de dommages dus aux inondations sont réexaminées et, si nécessaire, mises à jour pour le 22 décembre 2019 au plus tard et, par la suite, tous les six ans. L'incidence probable des changements climatiques sur la survenance des inondations est prise en compte lors de ce réexamen.

§ 9. Les cartes visées au présent article sont diffusées sur le site Internet Portail environnement de la Région wallonne.

*Section 3. — Plan de gestion des risques d'inondation*

*A. Principes et contenu du plan de gestion des risques d'inondation*

Article D.53-3. § 1<sup>er</sup>. Sur la base des cartes visées à l'article D.53-2, l'autorité de bassin établit un plan de gestion des risques d'inondation de chaque bassin hydrographique wallon.

Le plan de gestion des risques d'inondation du bassin hydrographique wallon est élaboré et mis à jour conformément à l'article D.53-4.

§ 2. L'autorité de bassin définit des objectifs appropriés en matière de gestion des risques d'inondation en mettant l'accent sur la réduction des conséquences négatives potentielles d'une inondation pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique, et, si cela est jugé approprié, sur des initiatives non structurelles ou la réduction de la probabilité de survenance des inondations.

§ 3. Les plans de gestion des risques d'inondation comprennent des mesures pour atteindre les objectifs définis en vertu du § 2.

Les plans de gestion des risques d'inondation tiennent compte d'aspects pertinents tels que les coûts et avantages, l'étendue des inondations, les axes d'évacuation des eaux, les zones ayant la capacité de retenir les crues, comme les plaines d'inondation naturelles et l'inondation contrôlée, en cas d'épisode de crue, de certains terrains situés le long d'un cours d'eau et délimités par des digues, des bords de vallée ou autrement, les objectifs environnementaux visés à l'article D.22, les ouvrages d'art existants ou en projet le long des cours d'eau et des voies hydrauliques, la gestion des sols et des eaux, l'aménagement du territoire, l'occupation des sols, la conservation de la nature, la navigation et les infrastructures portuaires.

Les plans de gestion des risques d'inondation englobent tous les aspects de la gestion des risques d'inondation, en mettant l'accent sur la prévention, la protection et la préparation, y compris la prévision des inondations et les systèmes d'alerte précoce, et en tenant compte des caractéristiques du bassin hydrographique ou du sous-bassin considéré. Les plans de gestion des risques d'inondation peuvent également comprendre l'encouragement à des modes durables d'occupation des sols, l'amélioration de la rétention de l'eau.

§ 4. Ces plans de gestion des risques d'inondation ne peuvent comporter de mesures augmentant sensiblement, du fait de leur portée et de leur impact, les risques d'inondation en amont ou en aval dans d'autres Régions ou États partageant le même bassin hydrographique, à moins que ces mesures n'aient été coordonnées et qu'une solution ait été dégagée d'un commun accord entre les Régions et États membres concernés dans le cadre de l'article D.53-10.

Article D.53-4. § 1<sup>er</sup>. Les premiers plans de gestion des risques d'inondation visés à l'article D.53-2 contiennent les éléments suivants :

1<sup>o</sup> les cartes des zones soumises à l'aléa d'inondation et les cartes du risque de dommages dus aux inondations préparées conformément à l'article D.53-2, et les conclusions qui peuvent en être tirées;

2<sup>o</sup> la description des objectifs appropriés en matière de gestion des risques d'inondation, définis conformément à l'article D.53-3;

3<sup>o</sup> la synthèse et le degré de priorité des mesures visant à atteindre les objectifs appropriés en matière de gestion des risques d'inondation, y compris les mesures prises conformément à l'article D.53-3, et des mesures en matière de lutte contre les inondations prises en vertu d'autres réglementations y compris :

- les articles D.62 à D.77 du Livre 1<sup>er</sup> relatives à l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

- les dispositions concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses contenues dans le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

- les articles D.52 à D.61 du Livre 1<sup>er</sup> relatifs à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;

- les articles D.1<sup>er</sup> et D.22 du Livre II;

4<sup>o</sup> lorsqu'elle existe, pour les bassins hydrographiques ou sous-bassins communs, la description de la méthode d'analyse coûts-avantages, définie par les États membres concernés, utilisée pour évaluer les mesures ayant des effets transnationaux.

§ 2. Le plan de gestion des risques d'inondation contient une description de la mise en œuvre du plan comprenant :

1<sup>o</sup> la description des priorités définies et des modalités de suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan;

2<sup>o</sup> la synthèse des mesures et des actions prises pour l'information et la consultation du public;

3<sup>o</sup> la liste des autorités compétentes et, le cas échéant, la description du processus de coordination au sein de tout district hydrographique international ainsi que du processus de coordination avec les dispositions de la Partie II du Livre II.

§ 3. Les mises à jour ultérieures des plans de gestion des risques d'inondation comprennent les éléments suivants :

1<sup>o</sup> les modifications ou mises à jour intervenues depuis la publication de la version précédente du plan de gestion des risques d'inondation, y compris un résumé des réexamens effectués des cartes des zones soumises à l'aléa d'inondations et cartes du risque de dommages dus aux inondations et du plan de gestion des risques d'inondation;

2<sup>o</sup> l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs définis conformément à l'article D.53-3;

3<sup>o</sup> la description et l'explication des mesures prévues dans la version précédente du plan de gestion des risques d'inondation, dont la réalisation était planifiée, mais qui n'ont pas été mises en œuvre;

4<sup>o</sup> la description des mesures supplémentaires prises depuis la publication de la version précédente du plan de gestion des risques d'inondation.

Article D.53-5. L'autorité de bassin peut commencer par élaborer un plan de gestion des risques d'inondation à l'échelle de chaque sous-bassin hydrographique wallon. Ces plans sont ensuite agrégés et, le cas échéant, adaptés en vue de constituer le projet de plan de gestion des risques d'inondation du bassin hydrographique wallon puis le plan de gestion des risques d'inondation du bassin hydrographique wallon.

#### B. Procédure d'élaboration

Article D.53-6. § 1<sup>er</sup>. L'autorité de bassin élabore un projet de plan de gestion en vue de l'élaboration du plan de gestion visé à l'article D.53-3.

§ 2. Un an au moins avant la date de publication envisagée du plan de gestion et au plus tard un an avant le 22 décembre 2015, le Gouvernement arrête le projet de plan de gestion des risques d'inondation; celui-ci fait l'objet d'une publication par extraits au *Moniteur belge* conjointe avec la publication du projet de plan de gestion par bassin hydrographique visée à l'article D.28, § 2. Simultanément, l'autorité de bassin met à disposition le projet de plan de gestion des risques d'inondation, ainsi que les informations utilisées pour son élaboration, sur le site Internet Portail environnement de la Région wallonne et dans chaque sous-bassin hydrographique wallon concerné.

§ 3. L'enquête publique visée à l'article D.28, §§ 2 et 3, porte également sur le projet de plan de gestion des risques d'inondation et les mesures de publicité de cette enquête y font clairement référence.

En vue de produire un seul plan de gestion des risques d'inondation de district hydrographique international, l'enquête publique est également annoncée par écrit aux autres États ou Régions du district hydrographique international.

§ 4. L'autorité de bassin soumet conjointement les projets de plan de gestion de bassin hydrographique et de programme de mesures visés à l'article D.24 et le projet de plan de gestion des risques d'inondation à l'avis des instances visées à l'article D.28, § 4, et selon les modalités visées à l'article D.28, § 5.

§ 5. Les résultats de l'enquête publique ainsi que les avis émis par les instances visées au paragraphe précédent sont pris en considération lors de l'adoption du plan de gestion des risques d'inondation.

Le plan de gestion des risques d'inondation comprend un résumé des mesures prises pour l'information et la consultation du public et les résultats de ces mesures. L'autorité de bassin adopte le plan de gestion au plus tard le 22 décembre 2015; elle procède par la suite tous les six ans à son réexamen, et le cas échéant à sa mise à jour.

§ 6. Le plan de gestion des risques d'inondation est publié au *Moniteur belge*.

Dans les dix jours de la publication au *Moniteur belge*, des expéditions du plan de gestion des risques d'inondation sont transmises aux personnes ou instances qui ont été consultées en vertu du § 4.

Article D.53-7. Lorsque le plan de gestion des risques d'inondation est soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement en vertu de l'article D.53 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les dispositions des articles D.55 à D.61 du Livre 1<sup>er</sup> sont applicables en plus des dispositions prévues à l'article D.53-6.

En même temps qu'elle arrête le projet de plan de gestion et de programme de mesures, l'autorité de bassin rédige le rapport sur les incidences environnementales, visé à l'article D.56 du Livre 1<sup>er</sup>.

Lorsque l'information exigée à l'article D.56 du Livre 1<sup>er</sup> est donnée de manière suffisante dans le projet de plan de gestion ou le projet de programme de mesures, le rapport sur les incidences environnementales peut être limité sur le point à une référence précise à ce projet.

Article D.53-8. Dans les trois mois de leur publication, l'autorité de bassin communique des copies des plans de gestion des risques d'inondation et de leurs mises à jour à la Commission européenne et aux autres États membres concernés.

Article D.53-9. Le plan de gestion des risques d'inondation est réexaminé et, si nécessaire, mis à jour par l'autorité de bassin au plus tard le 22 décembre 2021 et par la suite, tous les six ans. L'incidence probable des changements climatiques sur la survenance des inondations est prise en compte lors de ces réexamens.

Article D.53-10. Dans le cas où l'autorité de bassin constate un problème déterminé qui influe sur la gestion des risques d'inondation dus aux eaux relevant de sa compétence mais qu'elle ne peut résoudre elle-même, elle peut faire rapport sur ce point à la Commission européenne et à tout autre État membre ou Région concerné et formuler des recommandations relatives à la résolution du problème.

Article D.53-11. § 1<sup>er</sup>. En vue de permettre à l'autorité de bassin de réaliser les objectifs fixés aux articles D.1., § 2, 50, et D.53-1, le Gouvernement peut décréter d'utilité publique l'expropriation de biens immeubles nécessaires à la gestion des risques d'inondation.

§ 2. Pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est pas tenu compte de la moins-value résultant des contraintes liées à l'occupation du terrain par les installations de l'autorité de bassin.

§ 3. L'expropriation est poursuivie selon les règles prévues par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique."

**Art. 7.** L'article D.54 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par la disposition suivante :

"Section 4. — Service centralisé d'annonce, de suivi et de prévisions des crues et des inondations

Article D.54. L'autorité de bassin établit un service centralisé d'annonce, de suivi et de prévisions des crues et des inondations, dont elle règle l'organisation et les missions. Il charge le gestionnaire des voies hydrauliques d'en assurer la mise en place et le fonctionnement."

**Art. 8.** A l'article D.28 du Code de l'Eau :

- au paragraphe 2, les termes "publiés au *Moniteur belge*" sont remplacés par les termes "publiés par extraits au *Moniteur belge*";

- au paragraphe 6, in fine, les termes "et par la suite tous les six ans" sont remplacés par les termes : "; elle procède par la suite tous les six ans à leur réexamen, et le cas échéant à leur mise à jour".

**Art. 9.** A l'article D.192, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> alinéa, du même Code, les tirets sont remplacés par les tirets suivants :

"- les motifs de la dérogation;

- le paramètre concerné, les résultats pertinents de contrôles antérieurs, et la valeur maximale admissible prévue au titre de la dérogation;

- la zone géographique, la quantité d'eau distribuée chaque jour, la population concernée et l'existence de répercussions éventuelles sur des entreprises alimentaires concernées;

- un programme de contrôle approprié prévoyant, le cas échéant, des contrôles plus fréquents;

- un résumé du plan concernant les mesures correctives nécessaires, comprenant un calendrier des travaux, une estimation des coûts et les dispositions en matière d'évaluation des résultats;

- la durée requise de la dérogation."

**Art. 10.** A l'article D.344, 7<sup>o</sup>, du même Code, le terme "public" est omis.

#### CHAPITRE III. — Modifications

**Art. 11.** L'article D.53 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est complété par les termes suivants :

"§ 7. Le plan de gestion des risques d'inondation est soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement conformément aux articles D.49 à D.57 et D.61 du présent livre et à l'article D.53-7 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau."

**Art. 12.** A l'article 136, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, les termes "D.53" sont remplacés par les termes "D.53-2".

#### CHAPITRE IV. — Subsides

**Art. 13.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut allouer des subventions aux provinces, communes, associations de communes, wateringues, associations de wateringues, fabriques d'église, Centres publics d'action sociale, pour l'exécution des travaux indiqués ci-après :

1<sup>o</sup> a) la construction, l'agrandissement et la transformation de stations de pompage nécessités par des travaux entrepris à l'initiative de la Région;

b) la construction, le renforcement et le rehaussement de digues le long de cours d'eau navigables;

2<sup>o</sup> a) l'amélioration de cours d'eau non navigables;

b) la construction, l'agrandissement et transformation de stations de pompage pour l'évacuation des eaux de terres agricoles;

c) la construction, le renforcement et le rehaussement de digues le long de cours d'eau non navigables;

- d) la création de réserves d'eau d'intérêt agricole;
  - e) l'établissement de réseaux primaires d'irrigation;
  - f) l'amélioration de chemins relevant du domaine public des wateringues;
  - g) les ouvrages et aménagements visant à limiter l'érosion des sols et à retenir les eaux dues au ruissellement en vue de maintenir la valeur agronomique des terres et de limiter les dégâts aux biens situés en aval;
  - h) les ouvrages et aménagements visant à améliorer les habitats aquatiques et notamment l'aménagement de passes à poisson;
  - i) la création de zones de rétention temporaire des eaux de crue;
- 3° a) la création et l'amélioration de réseaux d'assainissement agricole au moyen de tuyaux de drainage ou de fossés;
- b) la création de réseaux secondaires d'irrigation;
  - c) l'amélioration de chemins vicinaux à caractère agricole relevant du domaine public des communes;
- 4° les plantations, la conservation, la création, l'aménagement d'espaces verts et l'acquisition de terrains à destination d'espaces verts ouverts gratuitement au public.

Les subventions peuvent couvrir tout ou partie du coût des travaux subsidiables, T.V.A. comprise, ainsi qu'une partie des frais d'étude de coordination sécurité, d'essais géotechniques préalables, de contrôle des matériaux, et du montant de l'estimation établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles en cas d'acquisition d'immeubles non bâtis et de servitude d'immersion temporaire. Le Gouvernement détermine le taux de la subvention pour chacun de ces postes.

La demande de subvention contient l'avis du gestionnaire du cours d'eau, le cas échéant, et les documents requis par le Gouvernement wallon.

Le taux de subside est de minimum 10 % et de maximum 80 % du coût des travaux subsidiables.

Le Gouvernement détermine les règles selon lesquelles ces subventions sont accordées.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 février 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE,

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2009-2010.*

*Documents du Parlement wallon*, 129 (2009-2010). N<sup>os</sup> 1 à 7.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 3 février 2010.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 802

[2010/201036]

**4. FEBRUAR 2010 — Dekret zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches verschiedene Bestimmungen in Sachen Wasserpolitik enthält (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I

**Artikel 1** - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2007/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2007 über die Bewertung und das Management von Hochwasserrisiken umgesetzt.

KAPITEL II — *Bestimmungen zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

**Art. 2** - In Artikel D.2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Punkt 27<sup>o</sup>bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"27<sup>o</sup>bis: "Deich": jegliche unversenkbare Aufschüttung, die entlang eines Wasserlaufs oder im Landesinneren eingerichtet wird, um das Hochwasser des Wasserlaufs zurückzuhalten;".

In Artikel D.2, 33° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird der Wortlaut "oder in Flaschen oder Behältern, wenn es zu nicht kommerziellen Zwecken verwendet wird" zwischen den Wortlaut "in Tankfahrzeugen" und den Wortlaut "bereitgestellt wird" eingefügt.

In denselben Artikel D.2 wird ein Punkt 54°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"54°*bis*: "Hochwasser": zeitlich beschränkte Überflutung von Land, das normalerweise nicht mit Wasser bedeckt ist, mit Ausnahme der Überflutungen aus Abwassersystemen;"

In denselben Artikel D.2 wird ein Punkt 71°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"71°*bis* "Hochwasserrisiko": Kombination der Wahrscheinlichkeit des Eintritts eines Hochwasserereignisses und der hochwasserbedingten potenziellen nachteiligen Folgen auf die menschliche Gesundheit, die Umwelt, das Kulturerbe und wirtschaftliche Tätigkeiten".

**Art. 3** - In Artikel D. 11 desselben Buches wird der Wortlaut "5, 6, 16 bis 19, 22 bis 24, 26 bis 30, 160 und 168" durch den Wortlaut "D.5, D.6, D.16 bis D.19, D.22 bis D.24, D.26 bis D.30, D.53-2 bis D.53-11, D.160 und D.168" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel D.12, § 2 wird hinter den Wortlaut "im Bereich der Wasserpolitik" der Wortlaut "sowie durch die Richtlinie 2007/60/EG vom 23. Oktober 2007 über die Bewertung und das Management von Hochwasserrisiken" gesetzt und wird hinter den Wortlaut "erforderliche internationale und interregionale Koordinierung" der Wortlaut "um einen einzigen internationalen Hochwasserrisikomanagementplan oder ein auf der Ebene der internationalen Flussgebietseinheit koordiniertes Paket mit Hochwasserrisikomanagementplänen zu erstellen." gesetzt.

**Art. 5** - Die Überschrift des Kapitels V, Titel V, Teil II des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

*"KAPITEL V — Bestimmungen über die Bewertung und das Management von Hochwasserrisiken"*

**Art. 6** - Artikel D.53 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

*"Abschnitt 1 — Gegenstand*

Artikel D.53 - 1. Das vorliegende Kapitel hat zum Gegenstand, einen Ordnungsrahmen zur Bewertung und zum Management der Hochwasserrisiken zu schaffen, dessen Ziel es ist, die hochwasserbedingten negativen Folgen für die menschliche Gesundheit, die Umwelt, das Kulturerbe und die wirtschaftlichen Tätigkeiten zu verringern.

Jedes wallonische Einzugsgebiet wird als Gebiet angesehen, für das ein potenzielles signifikantes Hochwasserrisiko besteht oder für wahrscheinlich gehalten werden kann.

*Abschnitt 2 — Karten der einem Hochwasserrisiko unterliegenden Gebiete und Karten des Risikos hochwasserbedingter Schäden*

Artikel 53-2 - § 1. Die in Artikel D.11, § 2 erwähnte Einzugsgebietsbehörde verabschiedet spätestens bis zum 22. Dezember 2013 auf der Ebene eines jeden wallonischen Einzugsgebiets eine Karte der einem Hochwasserrisiko unterliegenden Gebiete und eine Karte des Risikos hochwasserbedingter Schäden im geeignetsten Maßstab.

§ 2. Die Erstellung von Karten der einem Hochwasserrisiko unterliegenden Gebiete und von Karten des Risikos hochwasserbedingter Schäden für die gemäß Artikel 5 der Richtlinie 2007/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2007 über die Bewertung und das Management von Hochwasserrisiken bestimmten Gebiete, die von der Wallonischen Region und einem angrenzenden Staat oder einer angrenzenden Region geteilt werden, unterliegt einem vorherigen Informationsaustausch mit den zuständigen Behörden der betroffenen Staaten und Regionen.

§ 3. Die Karten der einem Hochwasserrisiko unterliegenden Gebiete erfassen die geografischen Gebiete, die nach folgenden Szenarien überflutet werden könnten:

- a) Hochwasser mit niedriger Wahrscheinlichkeit oder Szenarien für Extremereignisse;
- b) Hochwasser mit mittlerer Wahrscheinlichkeit (voraussichtliches Wiederkehrintervall &#8805; 100 Jahre);
- c) gegebenenfalls Hochwasser mit hoher Wahrscheinlichkeit.

§ 4. Für jedes in § 3 genannte Szenario ist Folgendes anzugeben:

- a) Ausmaß der Überflutung;
- b) Wassertiefe bzw. gegebenenfalls Wasserstand;
- c) gegebenenfalls Fließgeschwindigkeit oder relevanter Wasserabfluss.

§ 5. Die Karten des Risikos hochwasserbedingter Schäden verzeichnen potenzielle hochwasserbedingte nachteilige Auswirkungen nach den in § 3 beschriebenen Szenarien, die anzugeben sind als:

- a) Anzahl der potenziell betroffenen Einwohner;
- b) Art der wirtschaftlichen Tätigkeiten in dem potenziell betroffenen Gebiet;
- c) Anlagen gemäß Punkt 1.1 bis 1.6.8 der Anlage 1 des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, die im Falle der Überflutung unbeabsichtigte Umweltverschmutzungen verursachen könnten, und folgende potenziell betroffene Schutzgebiete:

1° die in Anwendung von Artikel D.156 für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser bestimmten Zonen und die in Anwendung der Artikel D.172 und D.175 für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitem Grundwasser oder Oberflächenwasser bestimmten Präventiv- und Überwachungszonen;

2° Gewässer, die als Erholungsgewässer ausgewiesen wurden, einschließlich der Gebiete, die aufgrund des Artikels D.156 als Badegewässer ausgewiesen wurden;

3° Gebiete, die für den Schutz von Lebensräumen oder Arten ausgewiesen wurden, und in denen die Erhaltung oder Verbesserung des Wasserzustands ein wichtiger Faktor für diesen Schutz ist, insbesondere die Natura 2000-Gebiete;

d) weitere Informationen, die die Einzugsgebietsbehörde als nützlich betrachtet, etwa die Angabe von Gebieten, in denen Hochwasser mit einem hohen Gehalt an mitgeführten Sedimenten sowie Schutt mitführende Hochwasser auftreten können, und Informationen über andere bedeutende Verschmutzungsquellen.

§ 6. Für die Gebiete, in denen das Hochwasser durch Grundwasser verursacht wird, ist die Erstellung von Karten der einem Hochwasserrisiko unterliegenden Gebiete auf das in Paragraph 3, Punkt a) erwähnte Szenario beschränkt.

§ 7. Innerhalb von drei Monaten ab dem Tag, an dem die Karten verabschiedet oder aktualisiert wurden, übermittelt die Einzugsgebietsbehörde der Europäischen Kommission und den anderen betroffenen Mitgliedstaaten

und Regionen Abschriften der Karten der einem Hochwasserrisiko unterliegenden Gebiete und der Karten des Risikos hochwasserbedingter Schäden.

§ 8. Die Karten der einem Hochwasserrisiko unterliegenden Gebiete und die Karten des Risikos hochwasserbedingter Schäden werden überprüft und erforderlichenfalls spätestens bis zum 22. Dezember 2019 und anschließend alle sechs Jahre aktualisiert. Bei den Überprüfungen wird den voraussichtlichen Auswirkungen des Klimawandels auf das Auftreten von Hochwasser Rechnung getragen.

§ 9. Die in dem vorliegenden Artikel erwähnten Karten werden auf der Umweltportal-Webseite der Wallonischen Region verbreitet.

### *Abschnitt 3 — Hochwasserrisikomanagementplan*

#### A. Grundsätze und Inhalt des Hochwasserrisikomanagementplans

Artikel D.53-3 - § 1. Auf der Grundlage der in Artikel D.53-2 erwähnten Karten erstellt die Einzugsgebietsbehörde für jedes wallonische Einzugsgebiet einen Hochwasserrisikomanagementplan.

Der Hochwasserrisikomanagementplan des wallonischen Einzugsgebiets wird gemäß Artikel D.53-4 erstellt und aktualisiert.

§ 2. Die Einzugsgebietsbehörde legt angemessene Ziele für das Hochwasserrisikomanagement fest, wobei der Schwerpunkt auf der Verringerung potenzieller hochwasserbedingter nachteiliger Folgen für die menschliche Gesundheit, die Umwelt, das Kulturerbe und wirtschaftliche Tätigkeiten und, sofern angebracht, auf nicht-baulichen Maßnahmen der Hochwasservorsorge oder einer Verminderung der Hochwasserwahrscheinlichkeit liegt.

§ 3. Die Hochwasserrisikomanagementpläne enthalten Maßnahmen, um die aufgrund des § 2 festgelegten Ziele zu erreichen.

Die Hochwasserrisikomanagementpläne berücksichtigen relevante Aspekte, wie etwa Kosten und Nutzen, Ausdehnung der Überschwemmung und Hochwasserabflusswege und Gebiete mit dem Potenzial zur Retention von Hochwasser, wie z.B. natürliche Überschwemmungsgebiete und kontrollierte Überflutung, im Falle eines Hochwasserereignisses, bestimmter, entlang eines Wasserlaufs gelegener und durch Deiche, Talränder oder auf andere Weise abgegrenzter Gebiete, die in Artikel D.22 erwähnten umweltbezogenen Ziele, bestehende oder geplante Kunstbauwerke entlang der Wasserläufe und -straßen, Bodennutzung und Wasserwirtschaft, Raumordnung, Flächennutzung, Naturschutz, Schifffahrt und Hafeninfrastuktur.

Die Hochwasserrisikomanagementpläne erfassen alle Aspekte des Hochwasserrisikomanagements, wobei der Schwerpunkt auf Vermeidung, Schutz und Vorsorge, einschließlich Hochwasservorhersagen und Frühwarnsystemen, liegt und die besonderen Merkmale des betreffenden Einzugsgebiets bzw. Teileinzugsgebiets berücksichtigt werden. Die Unterstützung nachhaltiger Flächennutzungsmethoden, die Verbesserung des Wasserrückhalts können ebenfalls in die Hochwasserrisikomanagementpläne einbezogen werden.

§ 4. Diese Hochwasserrisikomanagementpläne dürfen keine Maßnahmen enthalten, die aufgrund ihres Umfangs und ihrer Wirkung das Hochwasserrisiko anderer Regionen oder Staaten flussaufwärts oder flussabwärts im selben Einzugsgebiet erheblich erhöhen, es sei denn, diese Maßnahmen wurden koordiniert und es wurde im Rahmen des Artikels D.53-10 zwischen den betroffenen Regionen und Mitgliedstaaten eine gemeinsame Lösung gefunden.

Artikel D.53-4 - § 1. Die ersten in Artikel D.53-2 erwähnten Hochwasserrisikomanagementpläne enthalten folgende Bestandteile:

1° die gemäß Artikel D.53-2 vorbereiteten Karten der einem Hochwasserrisiko unterliegenden Gebiete und die Karten des Risikos hochwasserbedingter Schäden und die Schlussfolgerungen, die daraus gezogen werden können;

2° die Beschreibung der gemäß Artikel D.53-3 festgelegten angemessenen Ziele des Hochwasserrisikomanagements;

3° die Zusammenfassung der Maßnahmen und deren Rangfolge, die auf die Verwirklichung der angemessenen Ziele des Hochwasserrisikomanagements abzielen, einschließlich der gemäß Artikel D.53-3 ergriffenen Maßnahmen und der im Rahmen anderer Regelungen ergriffenen Hochwasserbekämpfungsmaßnahmen, einschließlich:

- der Artikel D.62 bis D.77 des Buches 1 bezüglich der Auswirkungen bestimmter öffentlicher und privater Projekte auf die Umwelt;

- der im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung enthaltenen Bestimmungen betreffend die Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen;

- der Artikel D.52 bis D.61 des Buches 1 bezüglich der Bewertung der Auswirkungen bestimmter Pläne und Programme auf die Umwelt;

- der Artikel D.1 und D.22 des Buches II;

4° falls verfügbar, für grenzüberschreitende Einzugsgebiete oder Teileinzugsgebiete eine Beschreibung der von den betreffenden Mitgliedstaaten festgelegten Methode für die Kosten-Nutzen-Analyse, die für die Beurteilung von Maßnahmen mit grenzüberschreitenden Auswirkungen verwendet wird.

§ 2. Der Hochwasserrisikomanagementplan enthält eine Beschreibung der Umsetzung des Plans, die Folgendes umfasst:

1. Beschreibung der Rangfolge und der Methode, nach der die Fortschritte bei der Umsetzung des Plans überwacht werden;

2. Zusammenfassung der zur Information und Anhörung der Öffentlichkeit ergriffenen Maßnahmen/Aktionen;

3. Liste der zuständigen Behörden und gegebenenfalls Beschreibung der Koordinierungsverfahren innerhalb jeder internationalen Flussgebietseinheit und des Koordinierungsverfahrens mit den Bestimmungen des Teils II des Buches II.

§ 3. Die späteren Aktualisierungen der Hochwasserrisikomanagementpläne enthalten folgende Bestandteile:

1° alle Änderungen oder Aktualisierungen seit Veröffentlichung der letzten Fassung des Hochwasserrisikomanagementplans, einschließlich einer Zusammenfassung der durchgeführten Überprüfungen der Karten der einem Hochwasserrisiko unterliegenden Gebiete und der Karten des Risikos hochwasserbedingter Schäden und des Hochwasserrisikomanagementplans;

2° Bewertung der Fortschritte im Hinblick auf die Erreichung der gemäß Artikel D.53-3 festgelegten Ziele;

3° Beschreibung und Begründung von Maßnahmen, die in einer früheren Fassung des Hochwasserrisikomanagementplans vorgesehen waren, und deren Umsetzung geplant war, aber nicht durchgeführt wurde;

4° Beschreibung der zusätzlichen Maßnahmen, die seit Veröffentlichung der letzten Fassung des Hochwasserrisikomanagementplans ergriffen wurden.

Artikel D.53-5 - Die Einzugsgebietsbehörde kann mit der Erstellung eines Hochwasserrisikomanagementplans auf Ebene eines jeden wallonischen Teileinzugsgebiets beginnen. Diese Pläne werden anschließend zusammengefügt und gegebenenfalls angepasst, um den Hochwasserrisikomanagementplanentwurf des wallonischen Einzugsgebiets und anschließend den Hochwasserrisikomanagementplan des wallonischen Einzugsgebiets zu bilden.

#### B. Erstellungsverfahren

Artikel D.53-6 - § 1. Die Einzugsgebietsbehörde erarbeitet einen Managementplanentwurf, um den in Artikel D.53-3 erwähnten Managementplan zu erstellen.

§ 2. Mindestens ein Jahr vor dem geplanten Datum der Veröffentlichung des Managementplans und spätestens ein Jahr vor dem 22. Dezember 2015 verabschiedet die Regierung den Hochwasserrisikomanagementplanentwurf; dieser wird zusammen mit der in Artikel D.28, § 2 erwähnten Veröffentlichung des Entwurfs eines Bewirtschaftungsplans pro Einzugsgebiet im *Belgischen Staatsblatt* auszugsweise veröffentlicht. Gleichzeitig stellt die Einzugsgebietsbehörde den Entwurf des Hochwasserrisikomanagementplans, sowie die für dessen Erstellung verwendeten Informationen auf der Umweltportal-Webseite der Wallonischen Region und in jedem betroffenen wallonischen Teileinzugsgebiet zur Verfügung.

§ 3. Die in Artikel D.28, §§ 2 und 3 erwähnte öffentliche Untersuchung bezieht sich ebenfalls auf den Hochwasserrisikomanagementplanentwurf und die Maßnahmen zur Bekanntmachung dieser Untersuchung weisen deutlich darauf hin.

Um einen einzigen Hochwasserrisikomanagementplan für internationale Flussgebietseinheiten vorzulegen, wird die öffentliche Untersuchung den anderen Staaten oder Regionen der internationalen Flussgebietseinheit ebenfalls schriftlich angekündigt.

§ 4. Die Einzugsgebietsbehörde unterbreitet die in Artikel D.24 erwähnten Entwürfe eines Bewirtschaftungsplans des Einzugsgebiets und eines Maßnahmenprogramms zusammen mit dem Hochwasserrisikomanagementplanentwurf den in Artikel D.28, § 4 erwähnten Instanzen gemäß den in Artikel D.28, § 5 erwähnten Modalitäten zur Begutachtung.

§ 5. Die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung, sowie die von den im vorhergehenden Paragraphen erwähnten Instanzen abgegebenen Gutachten werden bei der Verabschiedung des Hochwasserrisikomanagementplans berücksichtigt.

Der Hochwasserrisikomanagementplan enthält eine Zusammenfassung der zur Information und Anhörung der Öffentlichkeit ergriffenen Maßnahmen und die Ergebnisse dieser Maßnahmen. Die Einzugsgebietsbehörde verabschiedet den Managementplan spätestens am 22. Dezember 2015; anschließend nimmt sie alle sechs Jahre eine Überprüfung und gegebenenfalls eine Aktualisierung des Plans vor.

§ 6. Der Hochwasserrisikomanagementplan wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Innerhalb von zehn Tagen ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* wird den Personen oder Instanzen, die aufgrund des § 4 zu Rate gezogen wurden, Ausfertigungen des Hochwasserrisikomanagementplans übermittelt.

Artikel D.53-7 - Wenn der Hochwasserrisikomanagementplan aufgrund des Artikels D.53 des Buches I des Umweltgesetzbuches einer Umweltverträglichkeitsbewertung unterworfen wird, sind zusätzlich zu den in Artikel D.53-6 erwähnten Bestimmungen die Bestimmungen der Artikel D.55 bis D.61 des Buches I anwendbar.

Gleichzeitig mit der Verabschiedung des Planentwurfs für die Bewirtschaftung und das Maßnahmenprogramm verfasst die Einzugsgebietsbehörde den in Artikel D.56 des Buches I erwähnten Umweltverträglichkeitsbericht.

Wenn die in Artikel D.56 des Buches I geforderte Information im Planentwurf für die Bewirtschaftung oder das Maßnahmenprogramm ausreichend geliefert wurde, kann der Umweltverträglichkeitsbericht in dem Punkt auf eine präzise Angabe dieses Entwurfs beschränkt sein.

Artikel D.53-8 - Innerhalb von drei Monaten ab der Veröffentlichung der Hochwasserrisikomanagementpläne übermittelt die Einzugsgebietsbehörde der Europäischen Kommission und den betroffenen Mitgliedstaaten Abschriften dieser Pläne und ihrer Aktualisierungen.

Artikel D.53-9 - Der Hochwasserrisikomanagementplan wird spätestens bis zum 22. Dezember 2021 und anschließend alle sechs Jahre überprüft und erforderlichenfalls aktualisiert. Bei den Überprüfungen wird den voraussichtlichen Auswirkungen des Klimawandels auf das Auftreten von Hochwasser Rechnung getragen.

Artikel D.53-10 - Falls die Einzugsgebietsbehörde ein bestimmtes Problem feststellt, das Auswirkungen auf das Hochwasserrisikomanagement für seine Gewässer hat, von ihr selbst jedoch nicht gelöst werden kann, so kann sie dies der Europäischen Kommission und jedem anderen betroffenen Mitgliedstaat oder jeder anderen betroffenen Region mitteilen und Empfehlungen zur Lösung dieses Problems geben.

Artikel D.53-11 - § 1. Um der Einzugsgebietsbehörde zu ermöglichen, die in den Artikeln D.1., § 2, 50, und D.53-1 festgelegten Ziele zu erreichen, kann die Regierung die Enteignung von Immobiliengütern, die zum Management der Hochwasserrisiken erforderlich sind, zu gemeinnützigen Zwecken anordnen.

§ 2. Zur Berechnung des Wertes des enteigneten Immobiliengutes wird der Minderwert, der sich aus den Einschränkungen in Verbindung mit der Nutzung des Grundstücks durch die Anlagen der Einzugsgebietsbehörde ergibt, nicht berücksichtigt.

§ 3. Die Enteignung wird gemäß den im Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorgesehenen Regeln durchgeführt."

**Art. 7** - Artikel D.54 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Abschnitt 4 — Zentralisierter Hochwasser- und Überschwemmungswarn-, -Überwachungs- und -Vorhersagedienst

Artikel D.54 - Die Einzugsgebietsbehörde richtet einen zentralisierten Warn-, Überwachungs- und Vorhersagedienst für Hochwasser und Überschwemmungen ein, dessen Organisation und Aufgaben sie regelt. Sie beauftragt den Bewirtschafter der Wasserstraßen damit, dessen Einsetzung und Arbeitsweise zu gewährleisten."

**Art. 8** - In Artikel D.28 des Wassergesetzbuches werden:

- in Paragraph 2 die Wörter "im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht" durch die Wörter "auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht";

- in Paragraph 6 am Ende die Wörter "und anschließend alle sechs Jahre" durch die Wörter "; sie überprüft und aktualisiert sie anschließend alle sechs Jahre." ersetzt.

**Art. 9** - In Artikel D.192, § 1, Absatz 3 desselben Gesetzbuches werden die Gedankenstriche durch folgende Gedankenstriche ersetzt:

"- die Gründe für die Abweichung;



- den betreffenden Parameter, die früheren einschlägigen Überwachungsergebnisse und den für die Abweichung vorgesehenen höchstzulässigen Wert;
- das geographische Gebiet, die gelieferte Wassermenge pro Tag, die betroffene Bevölkerung und die Angabe, ob relevante Lebensmittelbetriebe betroffen sind oder nicht;
- ein geeignetes Überwachungsprogramm, erforderlichenfalls mit einer erhöhten Überwachungshäufigkeit;
- eine Zusammenfassung des Plans für die notwendigen Abhilfemaßnahmen mit einem Zeitplan für die Arbeiten, einer Vorausschätzung der Kosten und den Bestimmungen in Sachen Bewertung der Ergebnisse;
- die erforderliche Dauer der Abweichung.“.

**Art. 10** - In Artikel D.344, 7° desselben Gesetzbuches wird das Wort "publique" ausgelassen.

#### KAPITEL III — *Abänderungen*

**Art. 11** - Artikel D.53 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“§ 7. Der Hochwasserrisikomanagementplan wird gemäß den Artikeln D.49 bis D.57 et D.61 des vorliegenden Buches und gemäß dem Artikel D.53-7 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, einer Umweltverträglichkeitsbewertung unterworfen.

**Art. 12** - In Artikel 136, Absatz 1, 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Wortlaut "D.53" durch den Wortlaut "D.53-2" ersetzt.

#### KAPITEL IV — *Zuschüsse*

**Art. 13** - Die Regierung kann den Provinzen, Gemeinden, Gemeindevereinigungen, den Bewässerungsgenossenschaften, den Vereinigungen von Bewässerungsgenossenschaften, den Kirchenfabriken, den öffentlichen Sozialhilfeszentren im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel Zuschüsse für die Durchführung nachstehender Arbeiten gewähren:

1° a) Bau, Vergrößerung und Umbau von Pumpstationen, die wegen auf Initiative der Region durchgeführten Arbeiten notwendig sind;

b) Bau, Verstärkung und Erhöhung von Deichen entlang schiffbarer Wasserläufe;

2° a) Verbesserung nichtschiffbarer Wasserläufe;

b) Bau, Vergrößerung und Umbau von Pumpstationen für die Ableitung von Wasser aus landwirtschaftlichen Böden;

c) Bau, Verstärkung und Erhöhung von Deichen entlang nichtschiffbarer Wasserläufe;

d) Schaffung von Wasserreserven landwirtschaftlichen Interessess;

e) Einrichtung von primären Bewässerungsnetzen;

f) Verbesserung von Wegen, die unter die Zuständigkeit des öffentlichen Eigentums der Bewässerungsgenossenschaften fallen;

g) Bauwerke und Einrichtungen zur Einschränkung der Bodenerosion und zur Zurückhaltung des niederschlagsbedingten Wassers, damit der agronomische Wert der Böden erhalten bleibt und die Schäden an stromabwärts gelegenen Gütern eingeschränkt wird;

h) Bauwerke und Einrichtungen zur Verbesserung der aquatischen Lebensräume und insbesondere Einrichtung von Fischpässen;

i) Einrichtung von Flächen für vorübergehende Hochwasserretentionen;

3° a) Einrichtung und Verbesserung von Trockenlegungsnetzen mittels Entwässerungsrohren oder -gräben;

b) Einrichtung von sekundären Bewässerungsnetzen;

c) Verbesserung von Vicinalwegen mit ländlichem Charakter, die unter die Zuständigkeit des öffentlichen Eigentums der Gemeinden fallen;

4° Pflanzung, Erhaltung, Einrichtung, Gestaltung von Grünflächen und Erwerb von Grundstücken, die für Grünflächen bestimmt sind, die für die Öffentlichkeit kostenlos zugänglich sind.

Die Zuschüsse können die Gesamtheit oder einen Teil der Kosten, inkl. MwSt, für die bezuschussbaren Arbeiten, sowie einen Teil der Kosten für Studien, Sicherheitskoordination, vorab durchgeführte geotechnische Prüfungen und Materialüberprüfung, und des Betrags der durch das Immobilienerwerbskomitee ausgestellten Schätzung im Falle des Erwerbs von unbebauten Immobiliengütern und der Dienstbarkeit für das zeitweilige Ableiten des abfließenden Wassers decken. Die Regierung bestimmt den Bezuschussungssatz für jeden dieser Posten.

Der Antrag auf Zuschuss enthält gegebenenfalls das Gutachten des Verwalters des Wasserlaufs, sowie die von der Wallonischen Regierung geforderten Unterlagen.

Der Bezuschussungssatz beträgt mindestens 10% und höchstens 80% der Kosten für die bezuschussbaren Arbeiten.

Die Regierung legt die Regeln fest, nach denen diese Zuschüsse gewährt werden.  
Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 4. Februar 2010.

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen  
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien  
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte  
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit  
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Sitzung 2009-2010.*  
*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 129 (2009-2010). Nrn. 1 bis 7.  
*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 3. Februar 2010.  
Diskussion - Abstimmung.

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 802

[2010/201036]

#### 4 FEBRUARI 2010. — Decreet tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek houdende diverse bepalingen met betrekking tot het waterbeleid (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

##### HOOFDSTUK I.

**Artikel 1.** Bij dit decreet wordt Richtlijn 2007/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 over beoordeling en beheer van overstromingsrisico's overgenomen.

##### HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

**Art. 2.** In artikel D.2 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een 27°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"27°bis : "dijk" : iedere onoverstroombare verhoging die langs een waterloop of landinwaarts is aangebracht om de hoge waterstand in die waterloop te keren;"

In artikel D.2, 33°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden tussen de woorden "een watertankwagen of -boot" en de woorden "evenals het water dat verstrekt wordt aan de voedingsmiddelenbedrijven", de woorden "of verstrekt in flessen of containers als het voor niet-commerciële doeleinden wordt bestemd" ingevoegd.

In hetzelfde artikel D.2 wordt een 54°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"54°bis "overstroming" : het tijdelijk onder water staan van land dat normaliter niet onder water staat, met mogelijke uitsluiting van overstromingen door rioolstelsels;"

In hetzelfde artikel D.2 wordt een 71°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"71°bis "overstromingsrisico" : de kans dat zich een overstroming voordoet in combinatie met de mogelijke negatieve gevolgen van een overstroming voor de gezondheid van de mens, het milieu, het cultureel erfgoed en de economische bedrijvigheid".

**Art. 3.** In artikel D.11 van hetzelfde Boek worden de cijfers "5, 6, 16 tot 19, 22 tot 24, 26 tot 30, 160 tot 168" vervangen door de cijfers "D.5, D.6, D.16 tot D.19, D.22 tot D.24, D.26 tot D.30, D.53-2 tot D.53-11, D.160 en D.168".

**Art. 4.** Artikel D.12, § 2, wordt aangevuld als volgt :

", alsook bij Richtlijn 2007/60/EG van 23 oktober 2007 over beoordeling en beheer van overstromingsrisico's met het oog op de opstelling van één internationaal overstromingsrisicobeheersplan, of van een geheel van overstromingsrisicobeheersplannen die op het niveau van het internationale stroomgebiedsdistrict worden gecoördineerd."

**Art. 5.** Het opschrift van Hoofdstuk V, Titel V, Deel II, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen als volgt :

*"HOOFDSTUK V. — Bepalingen over beoordeling en beheer van overstromingsrisico's"*

**Art. 6.** Artikel D.53 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

*"Afdeling 1. — Doel*

Artikel D.53-1. Met dit hoofdstuk wordt beoogd een kader voor de beoordeling en het beheer van overstromingsrisico's vast te stellen, ten einde de negatieve gevolgen die overstromingen voor de gezondheid van de mens, het milieu, het cultureel erfgoed en de economische bedrijvigheid met zich brengen, te beperken.

Elk Waals stroomgebied wordt beschouwd als een gebied waarvoor een potentieel significant overstromingsrisico bestaat of kan worden verwacht.

*Afdeling 2. — Kaarten van de gebieden waar gevaar voor overstroming bestaat en kaarten van het risico voor schade te wijten aan de overstromingen*

Artikel 53-2. § 1. De stroomgebiedsoverheid bedoeld in artikel D.11, § 2, stelt op het niveau van elk Waals stroomgebied, een kaart van de gebieden waar gevaar voor overstroming bestaat en een kaart van het risico voor schade te wijten aan de overstromingen met de meest geschikte schaal op, uiterlijk op 22 december 2013.

§ 2. Het opstellen van kaarten van de gebieden waar gevaar voor overstroming bestaat en van kaarten van het risico voor schade te wijten aan de overstromingen, voor de gebieden gedeeld tussen het Waalse Gewest en een aangrenzend gewest of een aangrenzende Staat, vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van Richtlijn 2007/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 over beoordeling en beheer van overstromingsrisico's, maakt het voorwerp uit van een voorafgaande uitwisseling van informatie met de bevoegde overheden van de betrokken Staten en Gewesten.

§ 3. De kaarten van de gebieden waar gevaar voor overstroming bestaat, hebben betrekking op de geografische gebieden die volgens de volgende scenario's kunnen worden overstroomd :

- a) kleine kans op overstromingen of scenario's van buitengewone gebeurtenissen;
- b) middelgrote kans op overstromingen (herhalingsperiode  $\geq 100$  jaar);
- c) grote kans op overstromingen, indien van toepassing.

§ 4. Voor elk van de in § 3 bedoelde scenario's worden de volgende gegevens vermeld :

- a) de omvang van de overstroming;
- b) de waterdiepte of, indien van toepassing, het waterniveau;
- c) de stroomsnelheid of het betrokken waterdebiet, indien van toepassing.

§ 5. De kaarten van het risico voor schade te wijten aan de overstromingen moeten aan de hand van de volgende gegevens een beeld geven van de potentiële negatieve gevolgen van overstromingen in het kader van de in § 3 bedoelde scenario's :

- a) het indicatieve aantal potentieel getroffen inwoners;
- b) het type economische bedrijvigheid van het potentieel getroffen gebied;
- c) de installaties bedoeld in punt 1.1 tot 1.6.8 van bijlage I bij het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek, die in geval van overstroming voor incidentele verontreiniging kunnen zorgen en de volgende beschermde gebieden die potentieel getroffen kunnen zijn :

1° de gebieden die overeenkomstig artikel D.156 zijn aangewezen voor de winning van voor menselijke consumptie bestemd oppervlaktewater en de preventie- en monitoringsgebieden die overeenkomstig de artikelen D.172 en D.175 zijn vastgelegd voor de winning van voor menselijke consumptie bestemd grond- of oppervlaktewater;

2° de waterlichamen die zijn aangeduid als recreatiewater, met inbegrip van de zwemzones die krachtens artikel D.156 worden aangewezen;

3° de gebieden die als beschermingszones van de habitats en soorten zijn aangewezen en waar de instandhouding of verbetering van de watertoestand een belangrijke factor van deze bescherming vormt, met name de Natura 2000-locaties;

d) andere informatie die de stroomgebiedsoverheid nuttig acht, zoals de vermelding van gebieden waar overstromingen met een groot gehalte aan vervoerde sedimenten alsook puinstromen kunnen voorkomen, alsmede informatie over andere belangrijke bronnen van vervuiling.

§ 6. Ten aanzien van gebieden waar overstroming door grondwater wordt veroorzaakt, worden de kaarten van de gebieden waar gevaar voor overstroming bestaat uitsluitend opgesteld met betrekking tot het in paragraaf 3, onder a), bedoelde scenario.

§ 7. Binnen drie maanden te rekenen van de dag waarop ze worden opgesteld en bijgesteld, stelt de stroomgebiedsoverheid afschriften van de kaarten van de gebieden waar gevaar voor overstroming bestaat en van de kaarten van het risico voor schade te wijten aan de overstromingen en van hun bijstellingen ter beschikking van de Europese Commissie en de betrokken lidstaten en Gewesten.

§ 8. De kaarten van de gebieden waar gevaar voor overstroming bestaat en de kaarten van het risico voor schade te wijten aan de overstromingen worden uiterlijk op 22 december 2019 en daarna om de zes jaar getoetst en zo nodig bijgesteld. Tijdens deze toetsing wordt rekening gehouden met het vermoedelijke effect van de klimaatverandering op het plaatsvinden van overstromingen.

§ 9. De kaarten bedoeld in dit artikel kunnen ook ingekeken worden op de Internetsite "Portail environnement" (Milieuportaal) van het Waalse Gewest.

*Afdeling 3. — Overstromingsrisicobeheersplan*

*A. Beginselen en inhoud van het overstromingsrisicobeheersplan*

Artikel D.53-3. § 1. Op basis van de in artikel D.53-2 bedoelde kaarten stelt de stroomgebiedsoverheid voor elk Waals stroomgebied een overstromingsrisicobeheersplan op.

Het overstromingsrisicobeheersplan van het Waals stroomgebied wordt opgesteld en bijgesteld overeenkomstig artikel D.53-4.

§ 2. De stroomgebiedsoverheid stelt adequate doelstellingen vast voor het beheer van de overstromingsrisico's waarbij aandacht wordt besteed aan de vermindering van de potentiële negatieve gevolgen van overstromingen voor de gezondheid van de mens, het milieu, het culturele erfgoed en de economische bedrijvigheid, en, indien nodig geacht, aan niet-structurele initiatieven en/of aan de vermindering van de kans op overstromingen.

§ 3. Overstromingsrisicobeheersplannen omvatten maatregelen om de overeenkomstig § 2 vastgestelde doelstellingen te verwezenlijken.

In overstromingsrisicobeheersplannen wordt rekening gehouden met een aantal relevante aspecten, zoals kosten en baten, de omvang van de overstroming, de waterafvoerroutes, de gebieden met het vermogen om overstromingswater vast te houden, zoals natuurlijke overstromingsgebieden en de gecontroleerde overstroming wanneer zich hoogwater voordoet, van bepaalde gronden gelegen langs een waterloop en begrensd door dijken, valleiranden of op andere wijze, de milieudoelstellingen bedoeld in artikel D.22, bestaande of beoogde kunstwerken langs de waterlopen en waterwegen, bodem- en waterbeheer, ruimtelijke ordening, grondgebruik, natuurbehoud, scheepvaart en haveninfrastructuur.

In overstromingsrisicobeheersplannen worden alle aspecten van overstromingsrisicobeheer behandeld, met speciale nadruk op preventie, bescherming en paraatheid, met inbegrip van systemen voor de voorspelling van en de vroegtijdige waarschuwing voor overstromingen en met speciale aandacht voor de kenmerken van het betrokken stroomgebied of deelstroomgebied. De overstromingsrisicobeheersplannen kunnen ook voorzien in de bevordering van een duurzaam landgebruik, de verbetering van de wateropvangcapaciteit.

§ 4. Deze overstromingsrisicobeheersplannen mogen geen maatregelen omvatten die door hun omvang en gevolgen leiden tot een aanzienlijke toename van het overstromingsrisico in stroomopwaarts of stroomafwaarts gelegen andere Gewesten of Staten die hetzelfde stroomgebied delen, tenzij deze maatregelen gecoördineerd werden en door de betrokken Gewesten en Lidstaten in het kader van artikel D.53-10 een overeengekomen oplossing bereikt werd.

Artikel D.53-4. § 1. De eerste overstromingsrisicobeheersplannen bedoeld in artikel D.53-2 bevatten de volgende elementen :

1° de overeenkomstig artikel D.53-2 opgestelde kaarten van de gebieden waar gevaar voor overstroming bestaat en de kaarten van het risico voor schade te wijten aan de overstromingen en de conclusies uit die kaarten;

2° de beschrijving van de overeenkomstig artikel D. 53-3, vastgestelde en gepaste doelstellingen van het overstromingsrisicobeheer;

3° de samenvatting van de maatregelen en de prioriteit die deze hebben ter verwezenlijking van de gepaste doelstellingen van het overstromingsrisicobeheer, met inbegrip van de overeenkomstig artikel D.53-3 genomen maatregelen en de in het kader van andere regelgevingen genomen overstromingsgerelateerde maatregelen, met inbegrip van :

- de artikelen D.62 tot D.77 van Boek I betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;

- de bepalingen betreffende het opvangen van de risico's inherent aan zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn, vervat in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

- de artikelen D.52 tot D.61 van Boek I betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's;

- de artikelen D.1 en D.22 van Boek II;

4° indien beschikbaar, voor gedeelte stroomgebieden of deelstroomgebieden, een beschrijving van de door de betrokken lidstaten vastgestelde methodologie voor de kosten-batenanalyse die wordt gebruikt bij het beoordelen van maatregelen met grensoverschrijdende gevolgen.

§ 2. Het overstromingsrisicobeheersplan bevat een omschrijving van de uitvoering van het plan met :

1° de beschrijving van de prioriteiten en de wijze waarop de vorderingen bij de uitvoering van het plan zullen worden gevolgd;

2° de samenvatting van de maatregelen/acties op het gebied van publieke voorlichting en inspraak;

3° een lijst van bevoegde autoriteiten en eventueel een beschrijving van het proces ter coördinatie van de werkzaamheden binnen een internationaal stroomgebiedsdistrict, en van het proces ter coördinatie van de werkzaamheden met de bepalingen van Deel II van Boek II.

§ 3. De volgende bijstellingen van de overstromingsrisicobeheersplannen bevatten de volgende elementen :

1. wijzigingen of bijstellingen die zijn aangebracht na de bekendmaking van de vorige versie van het overstromingsrisicobeheersplan, met inbegrip van een samenvatting van de toetsingen van de kaarten van de gebieden waar gevaar voor overstroming bestaat en de kaarten van het risico voor schade te wijten aan de overstromingen en van het overstromingsrisicobeheersplan;

2° een beoordeling van de vooruitgang die met het oog op het verwezenlijken van de in artikel D.53-3 bedoelde doelstellingen is geboekt;

3. een beschrijving van de maatregelen uit de vorige versie van het overstromingsrisicobeheersplan die gepland waren, maar niet werden uitgevoerd, en een verklaring voor het niet-uitvoeren ervan;

4. een beschrijving van de extra maatregelen die zijn getroffen na de bekendmaking van de vorige versie van het overstromingsrisicobeheersplan.

Artikel D.53-5. De stroomgebiedsoverheid kan beginnen met het opstellen van een overstromingsrisicobeheersplan voor elk Waals deelstroomgebied. Vervolgens worden deze plannen samengevoegd en, desgevallend, aangepast om het ontwerp van overstromingsrisicobeheersplan van het Waals stroomgebied te vormen en daarna het overstromingsrisicobeheersplan van het Waals stroomgebied.

#### B. Procedure voor het opstellen

Artikel D.53-6. § 1. De stroomgebiedsoverheid stelt een ontwerp van beheersplan op met het oog op de opstelling van het beheersplan bedoeld in artikel D.53-3.

§ 2. Minstens één jaar voor de geplande datum van publicatie van het beheersplan en uiterlijk één jaar vóór 22 december 2015, legt de Regering het overstromingsrisicobeheersplan vast; dit beheersplan wordt per uittreksels in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt samen met de bekendmaking van het ontwerp van beheersplan per stroomgebied bedoeld in artikel D.28, § 2. Tegelijk wordt door de stroomgebiedsoverheid het ontwerp van overstromingsrisicobeheersplan alsook de informatie gebruikt voor de opstelling ervan, ter beschikking gesteld op de

Internetsite "Portail environnement" (Milieuportaai) van het Waalse Gewest en in elk betrokken Waals deelstroomgebied.

§ 3. De terinzagelegging bedoeld in artikel D.28, §§ 2 en 3, heeft ook betrekking op het ontwerp van overstromingsrisicobeheersplan en de maatregelen inzake bekendmaking van deze terinzagelegging verwijzen duidelijk naar dit ontwerp.

Om één enkel overstromingsrisicobeheersplan van internationaal stroomgebiedsdistrict voort te brengen, wordt de terinzagelegging ook schriftelijk meegedeeld aan de andere Staten of Gewesten van het internationaal stroomgebiedsdistrict.

§ 4. De ontwerpen van beheersplan van het stroomgebied en het maatregelenprogramma bedoeld in artikel D.24 en het ontwerp van overstromingsrisicobeheersplan worden gezamenlijk door de stroomgebiedsoverheid aan het advies van de instanties bedoeld in artikel D.28, § 4, voorgelegd volgens de modaliteiten bedoeld in artikel D.28, § 5.

§ 5. De resultaten van de terinzagelegging alsmede de adviezen van de instanties bedoeld in het vorige paragraaf worden in beschouwing genomen bij de goedkeuring van het overstromingsrisicobeheersplan.

Het overstromingsrisicobeheersplan bevat een samenvatting van de maatregelen genomen voor de informatie en raadpleging van het publiek, alsook de resultaten van deze maatregelen. Het beheersplan wordt uiterlijk op 22 december 2015 door de stroomgebiedsoverheid goedgekeurd; om de zes jaar zorgt zij ervoor dat het plan wordt goetst en, indien nodig, bijgesteld.

§ 6. Het overstromingsrisicobeheersplan wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Binnen tien dagen na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* worden afschriften van het overstromingsrisicobeheersplan overgemaakt aan de personen of instanties die zijn geraadpleegd krachtens paragraaf 4.

Artikel D.53-7. Wanneer het overstromingsrisicobeheersplan wordt onderworpen aan een milieueffectevaluatie krachtens artikel D.53 van Boek I van het Milieuwetboek, zijn de bepalingen van de artikelen D.55 tot D.61 van Boek I van toepassing naast de bepalingen bedoeld in artikel D.53-6.

Samen met het ontwerp van beheersplan en maatregelenprogramma, maakt de stroomgebiedsoverheid het milieueffectrapport op bedoeld in artikel D.56 van Boek I.

Wanneer de informatie vereist in artikel D.56 van Boek I voldoende is in het ontwerp van beheersplan of van maatregelenprogramma, mag het milieueffectrapport over dit punt beperkt worden tot een nauwkeurige verwijzing naar dit ontwerp.

Artikel D.53-8. De stroomgebiedsoverheid maakt de Europese Commissie en de andere betrokken lidstaten afschriften over van de overstromingsrisicobeheersplannen en hun bijstellingen binnen drie maanden na de bekendmaking ervan.

Artikel D.53-9. De overstromingsrisicobeheersplannen worden uiterlijk op 22 december 2021 en daarna om de zes jaar goetst en zo nodig bijgesteld. Tijdens deze toetsingen wordt rekening gehouden met het vermoedelijke effect van de klimaatverandering op het plaatsvinden van overstromingen.

Artikel D.53-10. Indien de stroomgebiedsoverheid een probleem constateert dat voor het overstromingsrisicobeheer van zijn wateren gevolgen heeft, maar niet door die stroomgebiedsoverheid kan worden opgelost, kan ze dat probleem voorleggen aan de Europese commissie en aan de andere betrokken lidstaten of Gewesten en daarbij aanbevelingen doen voor de oplossing ervan.

Artikel D.53-11. § 1. Teneinde de stroomgebiedsoverheid de mogelijkheid te geven om de doelstellingen vastgelegd bij de artikelen D.1., § 2, 50, en D.53-1, te halen, kan de Regering besluiten tot de onteigening ten algemenen nutte van onroerende goederen die nodig is voor het overstromingsrisicobeheer.

§ 2. Bij het bepalen van de waarde van het onteigende goed wordt geen rekening gehouden met de minderwaarde voortvloeiend uit de verplichtingen i.v.m. de bezetting van de grond door de installaties van de stroomgebiedsoverheid.

§ 3. De onteigening wordt voortgezet volgens de regels bepaald bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemenen nutte."

**Art. 7.** Artikel D.54 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

*"Afdeling 4. — Gecentraliseerde dienst voor de aankondiging, opvolging en verwachtingen inzake hoogwater en overstromingen*

Artikel D.54. De stroomgebiedsoverheid richt een gecentraliseerde dienst op voor de aankondiging, opvolging en verwachtingen inzake hoogwater en overstromingen. Ze regelt de organisatie en opdrachten van deze dienst. De beheerder van de waterwegen wordt door hem belast met de installatie en de werking van de dienst."

**Art. 8.** In artikel D.28 van het Waterwetboek :

- in paragraaf 2 worden de bewoordingen "bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*" vervangen door de bewoordingen "per uittreksels bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*";

- in paragraaf 6, in fine, worden de bewoordingen "en daarna om de zes jaar" vervangen door de bewoordingen :  
"; om de zes jaar zorgt zij ervoor dat het plan wordt goetst en, indien nodig, bijgesteld".

**Art. 9.** In artikel D.192, § 1, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de streepjes vervangen door de volgende streepjes :

" - de redenen van de afwijking;

- de betrokken parameter, de voorafgaande relevante controleresultaten en de maximaal toelaatbare waarde die voorzien is als afwijking;

- het geografisch gebied, de hoeveelheid geleverd water per dag, de betrokken bevolkingsgroep en de mogelijke gevolgen voor de betrokken levensmiddelenbedrijven;

- een passend controleschema met, zo nodig, een verhoogde controlefrequentie;

- een samenvatting van het plan voor noodzakelijke herstelmaatregelen, met inbegrip van een werkschema, een kostenraming en de voorzieningen voor de evaluatie van de resultaten;

- de vereiste duur van de afwijking."

**Art. 10.** In artikel D.344, 7°, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "openbare" weggelaten.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen*

**Art. 11.** Artikel D.53 van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld als volgt :

“§ 7. Het overstromingsrisicobeheersplan wordt onderworpen aan een milieueffectevaluatie overeenkomstig de artikelen D.49 tot D.57 en D.61 van dit Boek en artikel D.53-7 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.”.

**Art. 12.** In artikel 136, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt het cijfer “D.53” vervangen door het cijfer “D.53-2”.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidies*

**Art. 13.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering subsidies toekennen aan de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, wateringen, verenigingen van wateringen, kerkfabrieken, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, voor het uitvoeren van de volgende werken :

1<sup>o</sup> a) de bouw, de uitbreiding en de verbouwing van pompstations, noodzakelijk gemaakt door in opdracht van het Gewest ondernomen werken;

b) de aanleg, de versterking en de verhoging van dijken langs bevaarbare waterlopen;

2<sup>o</sup> a) de verbetering van onbevaarbare waterlopen;

b) de bouw, de uitbreiding en de verbouwing van pompstations voor de afvoer van het water afkomstig van landbouwgronden;

c) de aanleg, de versterking en de verhoging van dijken langs onbevaarbare waterlopen;

d) de aanleg van waterreserves voor de behoeften van de landbouw;

e) de aanleg van hoofdlopen voor bevoeiing;

f) de verbetering van wegen die behoren tot het openbaar domein van wateringen;

g) de werken en inrichtingen die dienen om de bodemerrosie te beperken en het afvloeiende water tegen te houden zodat de landbouwkundige waarde van de grond behouden kan worden en de aan de stroomafwaarts gelegen goederen toegebrachte schade beperkt blijft;

h) de werken en inrichtingen voor de verbetering van aquatische habitats en o.a. de inrichting van een doortocht voor vissen;

i) de aanleg van gebieden voor de tijdelijke opvang van hoogwater;

3<sup>o</sup> a) de aanleg en de verbetering van afwateringsstelsels, bestaande uit draineerbuizen of sloten, ter sanering van landbouwgronden;

b) de aanleg van secundaire irrigatienetten;

c) verbetering van buurtwegen met een landbouwkarakter die behoren tot het openbaar domein van de gemeenten;

4<sup>o</sup> de aanplantingen, het behoud, de aanleg, de inrichting van groene ruimten en de aankoop van gronden die als groene ruimten gratis toegankelijk voor het publiek worden gemaakt.

De subsidie kunnen het geheel of een deel van de kosten van de subsidieerbare werken, btw inbegrepen, dekken, alsook een deel van de onderzoekskosten inzake veiligheidscoördinatie, voorafgaande geotechnische proeven, controle van de materialen en het bedrag van de schatting verricht door het Comité van aankoop van onroerende goederen in geval van aankoop van onbebouwde onroerende goederen en van tijdelijke erfdienstbaarheid voor tijdelijk onder water zetten. De Regering bepaalt het percentage van de subsidie voor elke post.

De subsidieaanvraag bevat, in voorkomend geval, het advies van de beheerder van de waterloop en de stukken die door de Waalse Regering worden vereist.

Het percentage van de subsidie bedraagt minimum 10 % en maximum 80 % van de kosten van de subsidieerbare werken.

De Regering stelt de regels vast volgens dewelke deze subsidies worden toegekend.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 februari 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Waals Parlement, 129 (2009-2010). Nrs. 1 tot 7.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 3 februari 2010.*

*Bespreking - Stemmingen.*